

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2019 : UN VÉRITABLE PROJET EUROPÉEN

par Ulrike Guérot

Les populistes de droite exploitent les problèmes sociaux, non pas parce qu'ils souhaitent y apporter des solutions, mais parce qu'ils promeuvent une fierté nationale qui viendrait remplacer la fierté des anciennes classes ouvrières.

Les partis populistes de droite, tels que le Rassemblement National (anciennement Front National) en France et le parti Droit et justice (PiS) en Pologne, ont rallié les franges socialement marginalisées de l'électorat, qui ne se retrouvent plus dans les politiques de la Gauche axées sur des questions d'identité (LGBT, féminisme, mariage homosexuel).

Les populistes de droite exploitent les problèmes sociaux, non pas car ils souhaitent y apporter des solutions (en dehors de leur discours social, la plupart de ces partis ont des programmes résolument néolibéraux, même s'ils présentent des différences), mais parce qu'ils promeuvent une fierté nationale qui viendrait remplacer la fierté des anciennes classes ouvrières.

La Social-démocratie a du plomb dans l'aile en Europe, et ce pour de multiples raisons : la disparition des emplois industriels traditionnels et des groupes d'électeurs qui y étaient associés, l'émergence de la robotique, l'affaiblissement du rôle des syndicats et, de manière générale, une société de plus en plus divisée qui ne peut plus être représentée par un seul parti. Les avantages d'un repli sur le nationalisme ne sont que chimères : c'est vers une république européenne qu'il faut se diriger.

C'est la raison pour laquelle « The flag will do it » (le drapeau s'en chargera) est une blague très en vogue dans le débat actuel sur le Brexit. Le Brexit n'améliorera pas la situation économique des électeurs du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), mais ces derniers pourront au moins à nouveau être fiers d'être « Britanniques ».

Dans le même temps, partout en Europe, des partis ou des grandes figures à gauche de la Social-démocratie (Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne, Jean-Luc Mélançon en France et Sahra Wagenknecht en Allemagne, avec son mouvement « Aufstehen »

- « Levez-vous ») réadoptent l'approche des classes et l'approche nationaliste, avec l'apparition d'une nouvelle convergence entre partis : les néolibéraux nationalistes (les populistes de droite) s'allient aux socialistes nationalistes (les populistes de gauche), une alliance qui avait déjà été faite dans les années 1920. Le racisme mis à part, les déclarations de Jean-Luc Mélançon sur l'Union européenne sont très proches de celles de Marine Le Pen. Le gouvernement de coalition italien composé du Movimento Cinque Stelle quelque peu « progressiste » et de la Lega Nord ouvertement xénophobe est un autre exemple de cette convergence.

“

Qu'ont à perdre les sociaux-démocrates européens en s'unissant pour les prochaines élections au Parlement européen ?

”

En Europe, les sociaux-démocrates – qui font toujours de leur mieux pour défendre l'Union européenne, même si leurs efforts ne sont bien souvent pas assez cohérents ou courageux – ont fini par commettre l'erreur que prévoyait Richard Rorty dans les années 1970 : ils ont trahi la classe qui constitue la base de leur électorat en permettant l'émergence du libéralisme économique de Tony Blair et de Gerhard Schröder, entre autres, car cela semblait la seule voie possible pour une modernisation de la société. La « troisième voie » (Anthony Giddens) a finalement envoyé la Social-démocratie européenne dans les limbes politiques.

Mais peut-être devons-nous choisir, non pas entre la convergence des nationalistes de la droite et de la gauche d'une part, et le centre libéral d'autre part, mais bien entre la droite et la gauche, entre le capitalisme et le socialisme démocratique. Cette approche paraît ambiguë, mais on l'envisage désormais tout haut.

Dans son livre, *L'idée du socialisme* : un essai d'actualisation, Axel Honneth, le dernier vétéran de la théorie critique, plaide pour que le socialisme et la démocratie soient à nouveau réunis au XXI^e siècle, dans le cadre d'une nouvelle expérience sociale.

Mais la question est la suivante : où devons-nous appliquer le socialisme ? Au niveau national ou européen ? C'est là qu'intervient le débat actuel sur l'avenir de l'Europe et les élections 2019 au Parlement européen. « Le Socialisme dans une seule nation » est la voie qu'avait choisie François Mitterrand en opposition à l'Europe en 1983, une approche qui aura fini par causer sa perte. François Mitterrand a ensuite changé d'avis et est devenu un Européen engagé, mais soumis au Thatcherisme et à la « Reaganomics », une libéralisation de laquelle la France tente encore de se dépêtrer. Des décennies plus tard, Marine Le Pen, tout comme les électeurs du UKIP, se nourrit davantage des coupes sociales opérées par Margaret Thatcher et d'autres, que de la question de l'UE.

N'est-il pas temps de revoir le slogan sur le

socialisme et la nation ? Le socialisme, mais en Europe, et non « dans une seule nation ». Ne serait-ce pas là le rôle d'un nouveau mouvement social-démocrate européen au XXI^e siècle ?

Dans son livre, *La nation*, ou le sens du social, publié dans les années 1920, le sociologue français Marcel Mauss définit la nation comme une « solidarité institutionnalisée ». Cela signifie que la solidarité n'est pas arbitraire, comme ce fut le cas, par exemple, pour la crise de la dette grecque. Selon la définition de Marcel Mauss, les débats actuels sur la création d'un poste de ministre européen des finances, d'une assurance chômage européenne (Olaf Scholz), d'un budget pour la zone euro, ou sur la crise de la dette italienne pourraient en réalité se résumer à la question de savoir si l'Europe est enfin prête à « institutionnaliser sa solidarité ». Si l'Europe est disposée à emprunter cette voie, elle pourra enfin devenir une nation selon la définition de Marcel Mauss. À la question électorale de Marine Le Pen « Quand il n'y aura plus la nation, qui s'occupera des pauvres ? », la réponse serait : l'Europe. L'Europe doit se préoccuper des questions sociales si elle ne veut pas disparaître.

Reste à voir si les sociaux-démocrates européens pourront faire d'une assurance chômage européenne un point de ralliement national comme l'a été l'assurance maladie générale de Bismarck dans l'Empire allemand du XIX^e siècle. Mais si les sociaux-démocrates européens œuvrent sérieusement en faveur d'une démocratie européenne, ils doivent exiger

l'application du principe politique général de l'égalité pour tous les citoyens d'Europe. C'est une condition essentielle, bien qu'insuffisante, pour toute démocratie.

Les citoyens ne sont pas en concurrence au sein d'une nation. Ils ne devraient pas l'être non plus au sein de l'Europe. Qu'ont à perdre les sociaux-démocrates européens en s'unissant pour adopter une stratégie visionnaire courageuse en faveur d'une Europe sociale, fondée sur le principe politique général de l'égalité pour les prochaines élections européennes ? L'appel en faveur de l'égalité des droits entre les citoyens européens pourrait, avec l'émergence d'un mouvement émancipatoire pour une démocratie européenne, donner une tournure plus intéressante à une campagne électorale européenne ennuyeuse. Si nous avons de la chance, cet appel pourrait non seulement éviter à la Social-démocratie de sombrer en Europe, mais aussi donner à cette dernière un programme de travail concret, qui séduise les citoyens de toute l'Europe pour les décennies à venir.



> AUTEUR

Ulrike Guerot est politologue et a fondé et dirige le European Democracy Lab (EDL), un groupe de réflexion sur l'avenir de la démocratie européenne. Elle est aussi professeur de politique européenne et d'étude de la démocratie à la Danube University Krems. Avec des partenaires de toute l'Europe, elle a proclamé la « République européenne » le 10 novembre 2018, dans le cadre du European Balcony Project.